



DYNAMIQUE MONDIALE DES JEUNES (DMJ)

WORLD DYNAMICS OF YOUNG PEOPLE (WDYP)

Ensemble pour changer le monde - Together to change the world

Mobiliser les jeunes pour la pleine réalisation de leur potentiel pour faire du jeune un acteur du changement

TERMES DE REFERENCE POUR LA PRODUCTION D'UN GUIDE DE BONNES PRATIQUES EN MATIERE DE CONCERTATION ENTRE LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE CAMEROUNAISE (OSCC) DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION AUX PLATES FORMES DE DIALOGUE PLURI ACTEURS.

A. Contexte et justification

Il existe au Cameroun une diversité de plates formes de dialogue entre l'Etat et la société civile. Le Comité de suivi de la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (Comité ITIE) en fait partie. Il a pour particularité d'être adossé sur des règles internationales de fonctionnement, d'avoir des résultats prédéfinis suivant des standards internationaux, de suivre un agenda international et d'être tripartite, incluant les représentants des pouvoirs publics (gouvernement), des compagnies extractives et évidemment des représentants de la société civile.

Cependant, la société civile est sujette à des controverses et intrigues de plusieurs natures. Elle fait l'objet de plusieurs reproches aussi bien en son sein qu'en dehors. Certains de ces reproches sont faits en direction de ses représentants aussi bien par leurs pairs au niveau national qu'international, que par les autres parties prenantes. Ce qui ne facilite pas son rôle de veille, son efficacité et son efficience dans l'accomplissement du mandat assigné à toute société civile.

L'on peut relever parmi les reproches : la dépendance vis-à-vis de l'agenda gouvernemental, l'expression diffuse et individuelle, la rétention volontaire ou non de l'information, la faible prise de position face à des sujets préoccupants, la faible agressivité, la timidité dans les actions sur le terrain. Le plus important et le plus impressionnant de ces reproches paraît être la déconnexion entre les organisations de la société civile (OSC) membres du Comité ITIE et les OSC non membres. Cette déconnexion se traduit par une faible communication et donc une absence de synergie entre ces acteurs qui auraient constitué un contre poids véritable dans le suivi de l'ITIE surtout que la société civile bénéficie d'un puissant réseau international capable de relayer instantanément toutes les informations et d'exercer une influence à des niveaux très élevés de la société.

En effet, la coalition internationale Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) fort de ses plus de trois cent organisations membres dispose d'un répondant national qui est la coalition camerounaise du même nom. Certains de ses membres, sans la représenter, participent au Comité ITIE. Malheureusement, même à ce titre, la concertation pour un positionnement commun se fait assez timidement. Par ailleurs, les OSC en dehors du Comité ITIE, même s'ils sont membres de la coalition PCQVP ne réagissent pas toujours d'une même voix par rapport à

ces quelques actions et réactions qui sont sporadiquement initiées. Elles donnent l'impression de ne pas être concernées par ces sujets qui sont portés par les autres. Par conséquent, manifestent un très faible intérêt à discuter ou à relayer les informations concernant l'ITIE au Cameroun.

Parallèlement, un sujet de préoccupation qui semble gagner de l'ampleur et fragiliser davantage les OSC est celui des indemnités de session versées aux membres du Comité. Ce sujet tend à créer une fracture dont se nourrirait la société civile au niveau international, diminuant ainsi les capacités et la cohésion de cette partie prenante à l'ITIE.

Pourtant, il faut une société civile forte et décloisonnée. L'ITIE repose essentiellement sur sa participation. Au Cameroun, la société civile avait progressivement pris conscience de son rôle. L'une des revendications fortes était d'accéder au programme des sessions du Comité ainsi que des documents de travail dans des délais afin de permettre des rencontres de concertations préalables, à l'effet de croiser les vues et dégager des discours cohérents, convergents et partagés.

Pour poursuivre cette lancée, il nous semble important et urgent à la Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) de mettre en place un outil pédagogique qui aiderait à faire converger la démarche et le travail des OSC vers plus d'inclusion et de rapprochement.

Nous avons dans cette optique, pensé à la production d'un guide qui sera validé par les acteurs de la société civile camerounaise. Ce guide portera sur l'importance de l'organisation systématique des réunions de concertation avant et après chaque session du Comité ITIE en vue de briefer les OSC non membres du Comité sur les principales discussions et conclusions et d'envisager ensemble les actions à entreprendre. Nous estimons que chacune de ces réunions sera sanctionnée par un communiqué largement diffusé dans les médias y compris électroniques. Ces deux catégories de réunions impliqueront le maximum d'OSC invitées sur la base des différentes listes de diffusion de chaque OSC membre du Comité.

B. Objectifs du Guide.

1. Objectif global

Il s'agit de produire un « **Guide de bonnes pratiques en matière de concertation de la société civile** » en rapport avec la norme ITIE. Il devra aider à rendre efficace la représentation des OSC au sein du Comité.

2. Objectifs spécifiques

Le « **Guide de bonnes pratiques en matière de concertation de la société civile** » devra :

- Faire comprendre la notion de représentation dans un comité paritaire ou multipartite ;
- Identifier les bonnes pratiques à promouvoir pour une bonne synergie entre les OSC représentants et les autres OSC représentées ;
- Examiner les difficultés éventuelles dont souffre et peut souffrir la synergie recherchée ;
- Recenser les opportunités à saisir pour renforcer la synergie recherchée ;
- Identifier les forces qui peuvent garantir cette synergie ;

- Définir les enjeux et les principaux défis de la synergie ;

C. Résultats attendus

Un document répondant à toutes les questions soulevées par les objectifs ci-dessus énoncés devra être produit.

D. Esquisse de définition du contenu du Guide

Chaque objectif spécifique devrait faire l'objet d'une partie ou une section du document. A cela l'on pourrait ajouter des séquences portant sur :

- La notion de représentants
- La relation entre les représentants et les représentés
- L'impératif d'une relation de confiance
- Comment contribuer dans un esprit de représentativité ?
- L'information dans le cadre de la représentation
- Pourquoi est-il difficile de se réunir avant et après les sessions du Comité ?

E. Approche méthodologique

L'expertise et l'expérience du groupe AGAGES sont requises. Outre la production intellectuelle qui sera fournie par le groupe Agages, M. Ayissi Nkolo Ernest animera au cours d'un atelier organisé par la DMJ, une séquence portant sur la validation du Guide.

L'exploitation et la capitalisation du Guide produit seront conjointement faites par la DMJ et le groupe AGAGES. La contribution intellectuelle devra être remise en version électronique uniquement.


F. Financement.

La production du Guide est financée par l'Union Européenne à travers le Programme d'Appui à la Société Civile (PASC) dans le cadre du projet intitulé « Renforcement de l'action engagée de la société civile dans la mise en œuvre de l'Initiative de transparence dans les industries extractives (ITIE) »

G. Délai

Le guide devra être finalisé au plus tard le 20 novembre 2013. Sa publication est prévue en début du mois de décembre 2013 en fonction des possibilités financières.

L'atelier de validation pourrait à cet effet se dérouler entre le 25 novembre et le début du mois de décembre 2013.



Dupleix Kuenzob Pedeme
Secrétaire Exécutif, DMJ

Récépissé déclaration N° 000 471 / RDA/J06/BAPP

WDYP/DMJ BP 31 564 Yaoundé – Cameroun Tél. : 00 237 22 31 01 45

E-mail : wdypcm@yahoo.fr

[http:// www.worldyoungpeoplecm.org](http://www.worldyoungpeoplecm.org)

Code Pador UE No. CM-2012-CNS-18 10346473 / Membre Youth Non Violence (YNV) France / US- D&B DUNS No.85-052-1244